

Sud

Solidaires, unitaires, démocratiques

RENAULT

Etablissement Rueil -

Lardy

SECTION SYNDICALE

RENAULT RUEIL

API : CTR B05 050

Tél : 01 76 87 43 44

Fax : 01 76 86 96 71

sud-ussi.rueil-

lardy@renault.com



Mercredi 27 novembre 2013

Merci aux 160 salarié(e)s qui se mobilisent.

Merci aux femmes et aux hommes du CTR qui s'indignent de comportements peu démocratiques, qui s'engagent en signant une pétition qui va nous permettre de défendre nos droits au sein de notre entreprise.

Les élections professionnelles et la fermeture du CTR, une histoire intimement liée.

1. Les élections professionnelles du CTR auront lieu au printemps 2014.
2. La direction a décidé unilatéralement de nous virer de Rueil avant les congés d'été 2014 ! La majorité des salarié(e)s seront contraint d'aller travailler au TCR (moyennant les désagréments que l'on connaît).
3. Nos représentants seront élus pour 2 trimestres maximum !
=> Alors que l'on nous parle sans cesse du *free cash-flow*... Combien ça coûte une élection qui ne sert à rien dans ces conditions?
=> Mais la direction a peut-être une petite idée derrière la tête...
4. En septembre 2014, 1300 salarié(e)s de Rueil seront arrivés au TCR (bonjour les places aux réfectoires).
5. Et par voie de conséquence pour ces 1300 salarié(e)s:
=> Les choix qu'ils/elles ont exprimés lors des élections de Rueil seront balayés et jetés dans les poubelles de l'histoire de Renault.
=> Ces 1300 salarié(e)s seront « représenté(e)s » par des équipes syndicales qu'ils ne connaissent pas & pour lesquelles ils/elles n'ont pas voté.
=> Traduction : La direction s'assoit sur l'avis de plus de 11% de l'effectif du TCR qui se montera approximativement à 11300 personnes après notre arrivée.

Votre pétition a été transmise à la direction.

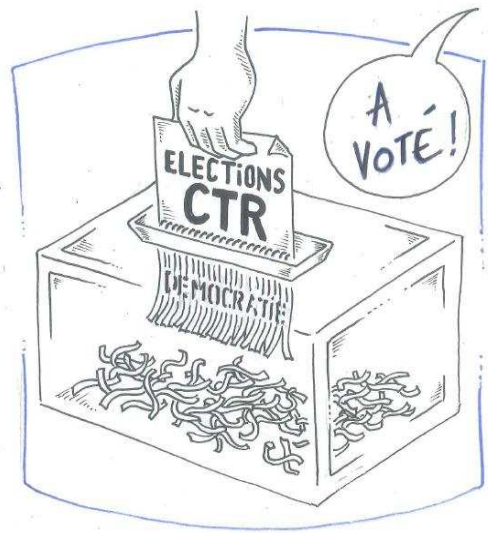
Elle ne pourra pas enterrer cette affaire.

Nous nous engageons à défendre nos droits en justice.

La défense du CTR est notre combat ! Ainsi que celui de tous les salarié(e)s. Nous y prenons, toutes et tous notre part, avec une poignée de militants pour vous donner toutes les informations qui vous permettent d'être le plus clairvoyant afin de prendre une décision et sans doute, un jour ou l'autre, d'entrer avec nous en lutte.

Nous restons persuadés que la bataille contre la fermeture de notre site est légitime parce qu'elle va nuire pour 65% d'entre nous, à notre vie familiale et privée. Ce projet mal ficelé, mal étudié et mal planifié risque d'impacter fortement nos vies.

Lors du précédent combat, nous expliquions que le PRL était payé parce-que la direction piquait l'argent aux contribuables (encore nous). Aujourd'hui son financement avec la crise ne s'est sans doute pas arrangé. Pour être rentable, c'est bien le personnel de Rueil, qui avec ses efforts, va payer l'essentiel de la facture ; en fatigue dans les embouteillages, en perte de temps à cause de transports en commun peu performants et peu modernes, et en stress inutile quand il faudra récupérer les enfants à la sortie de l'école ou à la crèche, avec la peur de ne pas être dans les temps.



Revenons un instant sur les conséquences de la fermeture de notre site. Dans ses projets, la direction « communique » en employant les mots de rapprochement de l'ingénierie au lieu de nous parler franchement de fermeture. Celle-ci nous raconte des histoires comme on en raconte à des enfants.

Argument numéro 1 de la direction : « pour mieux communiquer et travailler ensemble ».

Les outils modernes de communication seraient apparemment devenus obsolètes ? Il faudrait revenir aux temps anciens où les réunions avaient lieu, avec de vrais gens, dans de vraies salles.

La direction ne sait pas que faute de temps ou à cause de ses mauvaises habitudes, les salarié(e)s du TCR préfèrent organiser des réunions de la ruche à l'avancée avec l'outil Live Meeting ... Des fois d'un étage à l'autre ... Alors que les vrais gens sont à quelques mètres les uns des autres.

Argument numéro 2 de la direction : « pour que les gens soient réunis sur un seul site et se voir plus facilement ».

Où ça ? Dans les restaurants bondés entre midi et deux ? Dans des bâtiments badgés sécurisés, où il est tellement difficile de se rendre ? (même avec des invitations officielles pour travailler !). C'est pour cela que finalement certains préfèrent Live Meeting.

Et enfin l'argument numéro 3 de la direction qui est forcément évident et définitif : « pour faire des économies ».

Des économies en piquant dans les poches des salarié(e)s et en mettant des centaines d'hommes et de femmes sur les routes, dans les embouteillages et la pollution. Dont les véhicules vont rejeter tous les jours des tonnes de CO2 supplémentaires, qui n'étaient pas prévues au Grenelle de l'environnement !

Mais jusqu'où la direction va-t-elle aller ? Jusqu'où les salarié(e)s vont-ils continuer d'accepter des projets de vie aussi nuisibles ?

« Soyons réalistes, demandons l'impossible ! ». C-G 1928-1967